



**LABORATOIRE INTER HOSPITALIER**  
**GROUPEMENT DE COOPERATION SANITAIRE DE SAINTONGE**  
DECISION A.R.S. N°2017-171 EN DATE DU 28 DECEMBRE 2017 - SIRET 130 003 569 00014  
18 AVENUE DU PORT - 17415 SAINT JEAN D'ANGELY  
TEL. : 05 46 59 52 65 - FAX : 05 46 59 50 83

## MARCHE DE TRAVAUX

### D'ENTRETIEN EN PLOMBERIE, CHAUFFAGE, VENTILATION, CLIMATISATION (CVC) - RELANCE

### CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP) COMMUN AUX 2 LOTS

#### Lieux d'exécution du marché

## 1- GENERALITES

Le présent CCTP est commun aux 2 lots.

Tous les travaux seront exécutés suivant les prescriptions des règlements en vigueur à la date d'exécution des travaux qui s'appliquent aux prestations concernées.

Les entrepreneurs seront donc tenus de se conformer, notamment :

- aux normes françaises publiées par l'A.F.N.O.R.,
- aux Documents Techniques Unifiés (D.T.U.) et leurs additifs, publiés par le C.S.T.B.,
- aux avis techniques en cours,
- aux prescriptions et spécifications des R.E.E.F. et C.T.B.,
- aux recommandations des fabricants,
- au C.C.A.G. applicable aux marchés de travaux,
- aux lois, décrets, arrêtés, circulaires concernant la sécurité incendie, etc.

Cette énumération est non limitative.

Toutes les marques et références de produits cités dans le présent document sont données à titre indicatif, elles servent à fixer le niveau de prestations et de qualité à obtenir. En cas de divergence qualitative avec les prestations ou produits réalisées ou mis en place, des réfections pourront être appliquées. Si l'écart de niveau de prestation est trop important le remplacement des travaux incriminés pourra cependant être exigé et restera aux frais de l'entreprise.

Nota : Les marques et références de produits citées dans le bordereau seront impérativement celles à mettre en œuvre dans l'établissement, sauf si elles sont suivies du terme "ou équivalent", ceci afin d'assurer une cohérence d'équipement et permettre aux services techniques de l'établissement d'organiser au mieux la maintenance et les réparations quotidiennes.

Les entreprises devront être présentes sur les sites hospitaliers concernés du lundi au vendredi, et pourront être sollicitées pour des interventions le week-end (les interventions le samedi ne donnant pas lieu à une facturation supplémentaire par rapport aux prix du bordereau). Les travaux de nuit s'entendent entre 22h et 6h du matin ; les travaux effectués entre 6h et 22h ne donnent pas lieu à une facturation supplémentaire par rapport aux prix du bordereau.

Le stationnement de deux véhicules par entreprise sera autorisé dans l'enceinte des établissements, les autres véhicules devront être stationnés en dehors des sites.

A l'issue des travaux, l'entrepreneur disposera d'un délai de 15 jours pour présenter sa facturation.

Au démarrage du marché, les entreprises seront tenues de remettre à la Maîtrise d'Ouvrage des échantillons en un exemplaire par site, notamment des robinetteries, lavabo, vannes, clapets anti-retour....

L'entrepreneur titulaire sera tenu à la réalisation des prestations suivantes, sans surcoût par rapport aux prix unitaires prévus au marché :

- le transport de ses moyens à pied d'œuvre, les manutentions, les montages, les coltinages à tous les niveaux,
- les protections nécessaires, en cours de travaux, hors cloisonnement de chantier prévu à l'article préparation du bordereau de prix,
- l'enlèvement de tous les matériels et chutes de matériaux et autres, en fin de travaux,
- pour la main d'œuvre l'incidence des temps improductifs, les charges salariales de tous ordres, l'incidence des heures au-delà de la 35<sup>ème</sup> heure, les petits déplacements et indemnités de panier,
- pour les fournitures et matériaux, les transports pour livraison sur chantier, le déchargement et toutes les manutentions pour distribution sur les lieux de la mise en œuvre à quelque distance ou hauteur que ce soit,
- tous les calfeutrements suite aux passages des réseaux en murs, sols, plafonds de nature identique

à la cloison en matériaux et coupe feu.

- pour la mise en œuvre, la location, l'amortissement, le transport et toutes manutentions compris montage ou descente du matériel et de l'outillage nécessaire, ainsi que les installations de chantier, l'enlèvement y compris manutentions de tous les déchets,
- Les prix unitaires comprennent l'intégralité des travaux nécessaires au complet achèvement des installations (fourniture, pose, toutes sujétions de finition de type silicone, baguettes, caches,...) et des essais imposés par les normes et textes réglementaires.
- Les travaux effectués le samedi
- les nettoyages systématiques et périodiques du chantier et de ses abords (des parties communes) les travaux se déroulant dans des sites occupés, **cette obligation étant faite à chaque entreprise (mise en place et entretien de serpillères humides, nettoyage, aspiration des poussières, etc.)**
- les nettoyages de tous les équipements posés par l'entreprise.
- les sujétions de natures diverses pour travaux effectués à la lumière artificielle, dans des locaux encombrés, en hauteur, à l'échafaudage.
- Les évacuations de tous les déchets par l'entrepreneur. L'utilisation des bennes de l'hôpital est formellement interdite. Si l'entrepreneur souhaite mettre en place une benne pour l'évacuation de ses déchets, il devra transmettre au préalable la demande d'autorisation à la Direction des Services Techniques et Logistiques de l'établissement.

L'entrepreneur est tenu de présenter ses devis sous un délai de 8 jours suite à la demande de l'hôpital. Les

#### études d'exécution

L'entrepreneur sera tenu, pour chaque mission qui lui est confiée, de procéder aux études d'exécution avec réalisation de plans au format PDF et DWG ou RVT, ces études sont réputées incluses dans les prix des prestations du marché. Les documents d'exécution permettront d'évaluer et valider les produits proposés par l'entreprise. Ils permettront l'ordonnancement ou la coordination des travaux (notes de calculs, notes techniques, études de détails, rapports afférents au traitements des déchets spécifiques, tests, essais, contrôles, fiches techniques, synoptiques, plans indiquant la localisation au cm des ouvrages ainsi que leur encombrement, etc...). Le titulaire soumettra ses études d'exécution à la maîtrise d'œuvre, au bureau de contrôle, à la maîtrise d'ouvrage, au CSPS et à l'OPC. Un bordereau d'envoi accompagnera chaque document précisant la nature du document, l'opération en question, les destinataires, l'indice, le lot concerné, la localisation. La maîtrise d'ouvrage ou la maîtrise d'œuvre pourraient, selon l'opération, mettre à disposition un système de Gestion Electronique des Documents. Le cas échéant, le titulaire sera tenu d'y déposer ses documents d'exécution et de les soumettre à qui de droit par l'intermédiaire de la plateforme.

### Repérage des équipements

Chaque équipement posé par l'entreprise sera identifié et numéroté de façon pérenne, facilement visible et en cohérence avec ses documents d'exécution et son dossier des ouvrages exécutés. Ces prestations sont réputées incluses dans les prix de fourniture et pose des équipements.

Les réseaux seront également identifiés de façon pérenne et facilement visible tous les 5 m avec un minimum de 1 identification pour les réseaux de moins de 5m. Cette identification sera réalisée en cohérence avec les documents d'exécution et le dossier des ouvrages exécutés. Ces prestations sont réputées incluses dans les prix de fourniture et pose des réseaux.

Tous les repérages des armoires, disjoncteurs, pompes, vannes, alimentations, .... seront réalisés en étiquettes rigides PVC de couleur adaptée et gravée par le texte.

### Réunions

En début de marché, le titulaire communique un organigramme de l'encadrement propre à chaque site ainsi que la liste des personnes habilitées à mobiliser les ressources de l'entreprise et pouvant participer aux réunions de chantier.

- Des réunions de chantier régulières sont organisées pour le suivi des travaux courants nécessitant une coordination entre les lots. Le titulaire est tenu d'y participer. A titre d'information la fréquence actuelle des réunions est décrite ci-dessous. En fonction de la quantité des travaux en cours, la fréquence des réunions peut être amenée à évoluer.
  - o Sites Saintes : 1 réunion toutes les semaines
  - o Site Saint Jean d'Angély: 1 réunion toutes les 2 semaines
  - o Site Royan : 1 réunion toutes les 2 semaines
  - o Site Jonzac : 1 réunion toutes les 3 semaines
- Dans le cadre de certaines opérations identifiées, le maître d'ouvrage pourra être amené à programmer des réunions de chantier dédiées dont la fréquence sera définie par le maître d'ouvrage au regard des contraintes spécifiques des opérations. Le titulaire est tenu d'y participer.
- Des réunions de suivi sont également organisées par lots pour les travaux de maintenance. Le titulaire est tenu d'y participer.
- Des points thématiques particuliers pourront être programmés (suivi des rendus de DOE, facturation, etc.). Le titulaire est tenu d'y participer.

## **2 - DISPOSITIONS PARTICULIERES DE LUTTE CONTRE LES INFECTIONS NOSOCOMIALES**

L'entrepreneur est tenu de se référer aux dispositions particulières d'intervention et de protection en vue de lutter contre les infections nosocomiales, selon les directives imposées par le maître d'ouvrage et les fiches émises par l'hygiène.

Les dispositions principales à prendre en compte sont notamment les suivantes :

- Les démolitions, déposes et travaux générant un risque d'infection se feront dans un espace clos.
- Toutes les ouvertures seront condamnées par polyane épais et/ou par cloison de cantonnement constituée de deux faces en polyane épais maintenue par des perches télescopiques type ZIPWALL ou équivalent, ou si nécessaire, une face en polyane et une face en plaque de plâtre BA 13 sur ossature en sapin. Les différentes baies seront scotchées. Cette prestation sera réglée suivant le métré effectif, selon le prix unitaire défini dans le bordereau des prix unitaires. Les poussières seront impérativement aspirées par un aspirateur THE à filtration absolue.
- Ces cloisonnements de cantonnement comporteront tous les jointoiements nécessaires pour une étanchéité parfaite, et seront entretenus jusqu'à la fin des travaux.
- Tous les gravois seront arrosés à l'aide d'une pulvérisation eau + eau de javel au fur et à mesure des déposes et démolitions.
- L'évacuation se fera en containers type poubelle ville de Paris ou goulotte étanche, arrosés de la même façon et déposés, le cas échéant dans une benne bâchée.

L'ensemble des frais correspondants précités est considéré inclus dans les prix unitaires du bordereau des prix (hors cloison de chantier).

### 3 -DISPOSITIONS PARTICULIERES DE PREVENTION DES RISQUES

Dans le contexte de la prévention des risques liés aux travaux en milieu occupé, l'entrepreneur est tenu de se référer aux dispositions particulières selon les directives imposées par le maître d'ouvrage et conjointement par le Coordonnateur pour la prévention des risques. Ces dispositions à prendre en compte sont les suivantes :

1. avant le démarrage du chantier :
  - élaborer son PPSPS en accord avec le PGC établi par le coordonnateur SPS.
  - participer à la visite d'inspection avec le coordonnateur SPS
2. en phase de réalisation des travaux
  - respecter le PGC et le PPSPS et participer à une réunion de synthèse. Des réunions se tiendront chaque semaine et les entrepreneurs sont tenus d'y assister.

### 4 - DISPOSITIONS PARTICULIERES EN CAS DE PRESENCE D'AMIANTE ET / OU DE PLOMB

Les dispositions concernant les risques liés à la présence éventuelle d'amiante sont les suivantes :

L'établissement, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, annexe, au plan de prévention lié à la prestation, son Dossier Technique Amiante (DTA). De même, ce DTA est, en permanence, consultable sur le site par le biais du référent Amiante du service technique d'un des sites concernés.

Indépendamment de ces dispositions, et avant tout commencement ou en cours d'exécution des travaux, l'entrepreneur supposant que le matériau lié à son intervention est susceptible de contenir de l'amiante devra le signaler à l'ingénieur de l'Etablissement, qui après consultation du DTA ou diagnostic effectué, l'autorisera ou non à réaliser les travaux.

Dans le cas de présence effective d'amiante :

Si une opération de carottage ou de percement d'un MCA doit être envisagée, le titulaire du présent marché justifiera **impérativement** - documents à l'appui - de la capacité de son opérateur à effectuer une telle prestation (opérateur **qualifié et formé** avec mise à jour vis-à-vis de la formation des personnels habilités à intervenir sur les matériaux contenant de l'amiante).

Si une opération de désamiantage est nécessaire, l'établissement fera intervenir une entreprise agréée, dans le respect de la réglementation en vigueur.

L'adjudicataire du lot sera informé de la présence ou de la suspicion de présence de matériaux contenant du plomb dans les locaux soumis à intervention. Dans tous les cas de figure, les équipements de protection collective ou individuelle sont à la charge du lot concerné et devront être conformes aux normes en vigueur. En cas de doute, un diagnostic plomb sera impérativement effectué par un organisme dédié.

Il est rappelé que les interventions de maintenance sur les zones plombées ou susceptibles de l'être sont très strictement réglementées et devront faire l'accord d'un protocole préalable notamment avec un représentant dûment accrédité de la Direction de l'Ingénierie et de la Maintenance, le coordinateur SPS, la médecine du Travail (liste non exhaustive).

Ces représentants auront la possibilité, en cas de doute ou de besoin, d'interrompre sans délai une intervention de l'entreprise et de faire mettre en œuvre l'intégralité de l'arsenal réglementaire.

### 5- DISPOSITIONS PARTICULIERES

#### **5-1 Exécutions particulières**

- Travail de nuit (entre 22h et 6h), le Dimanche et les jours fériés.
- Ces travaux ne seront réalisés qu'après accord écrit du maître d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre. Les travaux à exécuter en dehors des horaires légaux de travail seront régis selon les conditions prévues au C.C.A.P.

#### **5-2 Finitions**

Les nettoyages en fin de travaux sont implicitement compris dans les prix des bordereaux. A ce titre, il faut comprendre :

- Nettoyage de tous les articles livrés et posés par l'entreprise du lot.

## 6 - CADRE DE CONSTITUTION DU DOE ET DU DOSSIER DE MAINTENANCE

A l'issue des travaux et avant la réception définitive des ouvrages, les titulaires de chaque lot auront à leur charge l'établissement du dossier de récolement et sa remise en un exemplaire à la maîtrise d'oeuvre pour examen avant rectifications éventuelles et diffusion. Cet élément est réputé inclus dans les prix des prestations du marché.

Le dossier de récolement sera présenté obligatoirement comme suit et respectera la nomenclature de dénomination institutionnelle des documents :

### 1er volet

- Liste des plans et schémas de principe avec :
  - numéro,
  - dénomination,
  - lot concerné,
  - date de mise à jour.
- plans de récolement et schémas désignés ci-dessus comportant le cachet de l'entreprise sur le cartouche et réalisés au minimum à l'échelle des plans projet. Ces plans seront fournis au format PDF et DWG ou RVT. Leur précision permettra de repérer avec précision (au cm près), les dimensions et la position des ouvrages réalisés.

### 2ème volet

- Liste des schémas techniques avec :
  - numéro,
  - dénomination,
  - lot concerné,
  - date de mise à jour.
- Schémas techniques de récolement désignés ci-dessus et comportant le cachet de l'entreprise sur le cartouche.

### 3ème volet

La liste des matériels, équipements et matériaux

Liste de tous les matériels, équipements et matériaux, par local selon numérotation du maître d'ouvrage. Celui-ci pourra être amené à évoluer à l'initiative de la Maîtrise d'ouvrage.

### 4ème volet

- Liste de la documentation du matériel ou matériau mis en oeuvre.
- Liste de la documentation du matériel mis en oeuvre avec référence des pièces de rechange courantes.
- Documentation du matériel ou matériau. Chaque document est spécifique au matériel posé et ne doit pas faire apparaître d'autres éléments.

### 5ème volet

Liste des opérations de maintenance à réaliser sur le matériel mis en oeuvre avec fréquences d'intervention suivant exemple de présentation ci-après :

| Matériel concerné | Opérations à réaliser | Fréquence de réalisation | Remarques particulières |
|-------------------|-----------------------|--------------------------|-------------------------|
|                   |                       | Annuel                   |                         |
|                   |                       | Semestriel               |                         |

### 6ème volet :

Explications concises et claires sur le mode de mise en route et d'arrêt des installations du lot avec les éventuelles précautions à prendre. Fourniture par équipements des paramètres de réglage (équilibrage, régulation, etc.) des systèmes ayant conduit au bon fonctionnement et à la validation des essais par la MOE et la MOA.

Pour faciliter l'exploitation des installations, l'entreprise devra fournir à minima les notices suivantes :

- « guides utilisateurs » : l'entreprise établira des guides utilisateurs pour permettre au personnel en activité dans les locaux d'utiliser les équipements courants : réglage du chauffage, pilotage de la ventilation, fonctionnement du contrôle d'accès, fonctionnement de l'interphone, ....

- « guides techniques et matériel » : l'entreprise établira des guides techniques, à destination des services techniques et des mainteneurs, contenant une description et les procédures d'exploitation et de maintenance des équipements principaux : centrales de traitement d'air, circuits de distribution, circuits aérauliques, productions ECS, TGBT, onduleurs, contrôle d'accès, ...

Ces guides serviront de supports lors de la formation des utilisateurs.

- « procédures techniques » : l'entreprise établira les procédures techniques à mettre en oeuvre pour les systèmes critiques dans le cadre d'une situation d'exploitation exceptionnelle (ex : fonctionnement dit de secours / traitement qualité ECS) : délestage des groupes froids, délestage sur centrales de traitement d'air, désinfection des réseaux sanitaires, automatisme de basculement de la boucle d'alimentation, procédures manuelles sur TGBT, procédures de pilotage de la GTE, ...

7e volet :

Liste des documents et attestations diverses :

Documents et attestations diverses suivant lot :

- PV d'essais du C.S.T.B. ou C.T.I.C.M.
- Avis techniques
- Essais COPREC
- Compte-rendus des essais réalisés
- Certificats de conformité éventuels (avis techniques règlementaires, etc...)
- Attestations de mise en route d'installations nécessitant l'intervention de fournisseurs ou de sous-traitants avec résultats des essais
- Document consuel (Electricité)
- Et autres demandes spécifiées dans les pièces particulières à chacun des lots.
- Notes de calculs et schémas
- Fiches d'autocontrôles

## **7- GESTION, TRI ET VALORISATION DES DECHETS**

### ***Respect de la législation et de la réglementation***

Les déchets de chantiers de bâtiment devront être gérés et traités par l'entreprise générale dans le cadre de la législation en vigueur à ce sujet, dont notamment :

- Loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 modifiée, relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux ;
- Loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Loi n° 92-646 du 13 juillet 1992, modifiée, relative à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement, Loi complétant et modifiant les 2 précédentes ;

### ***Tri des déchets sur chantiers***

Devront obligatoirement être triés sur chantier les déchets suivants :

- Les déchets dangereux ;
- Les déchets inertes (bois, gravats, métaux, plastique) ;
- Les emballages.

Les déchets ménagers et assimilés pourront être triés ou non sur le chantier.

### ***Enlèvement des déchets***

Les déchets et emballages ne devront en aucun cas être mis en vrac aux abords du bâtiment, ils seront traités et évacués, conformément à la réglementation en vigueur à ce sujet, notamment :

- Les déchets classés « dangereux » seront évacués en centre d'enfouissement de classe 1 ;
- Les déchets inertes, en classe 3.

En ce qui concerne les emballages :

- Les emballages ayant contenu des produits classés « dangereux » seront évacués à un centre d'enfouissement de classe 1 ;
- Les autres emballages devront obligatoirement être valorisés.

Le Maître d'Ouvrage aura toujours la possibilité de récupérer certains matériels, matériaux et équipements en provenance des déposes et démolitions. Ces matériels, matériaux et équipements sont, le cas échéant, définis au début des travaux.

#### ***Imputation des frais de gestion, de traitement et d'élimination des déchets***

Tous les frais et coûts de la gestion sur chantier, des traitements de valorisation et/ou d'élimination des déchets de chantier sont à la charge de chaque entrepreneur participant au chantier.

#### ***Revalorisation des déchets***

L'entreprise devra proposer des filières de réemploi in-situ, ex-situ ou vers des ESS (Economies Sociales et Solidaires). Le terme de revalorisation désigne toute opération par laquelle des produits qui ne sont pas des déchets sont utilisés pour un nouvel usage.

Avant tout début d'exécution d'un chantier, un diagnostic déchets pourra être établi contradictoirement par l'entreprise et un représentant du maître d'ouvrage ou du Maître d'œuvre.

L'entreprise devra fournir la filière d'élimination et les correspondants, par nature de déchet ainsi que les numéros d'agrément et arrêtés préfectoraux de ces derniers

En application de la directive 2008/98/CE du 19 novembre 2008 relative aux déchets abrogeant certaines directives et de l'article 11 du décret n° 2011-828 du 11 juillet 2011 portant diverses dispositions relatives à la prévention et à la gestion des déchets, un inventaire des déchets est établi en application du chapitre 17 de la directive 2008/98/CE et de l'annexe à la décision 2000/532/CE de la commission.

Cet inventaire fait apparaître les principales catégories de déchets produits dont ceux dans le cadre des travaux de bâtiment.

La liste des déchets pour l'activité construction est encadrée par l'article R 541-7 du Code de l'environnement modifié par le Décret n°2016-288 du 10 mars 2016 et stipulant qu'il est établi une liste unique des déchets qui figure à l'annexe de la décision 2000/532/CE de la Commission du 3 mai 2000 modifiée par la décision de la Commission du 18 décembre 2014 (codes de la série n°17).

Toutes les informations relatives aux déchets seront fournies en utilisant les codes indiqués dans cette liste.

Les emballages (codes de la série n° 15) sont recyclés en application des articles R 543-67 et R 543-69 du Code de l'Environnement.

L'entreprise devra justifier sur la base de documents référencés et agréés par le Maître d'œuvre/d'ouvrage, pour chaque chantier de plus d'une semaine, des différentes opérations réalisées pour :

- Le tri des matériaux recyclables et des matériaux ultimes.
- Le stockage temporaire de ces matériaux.
- L'évacuation vers les lieux d'affectation (bordereaux de suivi de déchets industriels/bordereaux de suivi des déchets amiantés).

L'entreprise devra utiliser les meilleures technologies disponibles et respecter la réglementation en vigueur.

En matière de valorisation des déchets, il est demandé à l'entrepreneur de valoriser, hors terrassement et en volume, 90% des déchets de démolition et 70% des déchets de construction. Sur demande, l'entrepreneur devra être en mesure d'attester de la bonne réalisation de cette valorisation.

## **8- ASTREINTE**

Dans le cadre de cette astreinte technique, le titulaire garantira la mise à disposition d'un personnel technique qualifié dans un délai maximal de deux heures à partir de l'appel du maître d'ouvrage 24h sur 24 - 7 jours sur 7 (y compris les fêtes).

Au titre de l'astreinte et quel que soit le motif de la panne, le prestataire s'engage à effectuer des interventions correctives à la demande du maître d'ouvrage sur les installations objet du présent marché.

Les modalités d'appel de l'astreinte sont précisées par le titulaire dans son offre et devront en tout état de cause prévoir une procédure de traçabilité permettant d'établir la preuve de la date et heure d'appel du maître d'ouvrage.



### *8.1 Décomposition du prix*

L'astreinte sera rémunérée selon le mode de calcul suivant:

- Une part forfaitaire couvrant la durée du marché, et portant sur la mise à disposition de la structure (réception des appels, personnel, etc.)
- Une part se rapportant aux heures effectives passées par le personnel du titulaire dans les locaux du centre hospitalier (y compris les frais de déplacement) pour des interventions en périodes d'astreinte.

## ANNEXE : Sites et Bâtiments concernés par le présent Marché

Groupe Hospitalier Saintes-Saint-Jean-d'Angély Site de Saintes... 11 boulevard Ambroise Paré ..... Saintes

Hôpital des Arènes ..... Cours Paul Doumer ..... Saintes

Résidences de BRUMENARD ..... Rue Turpaudière ..... La Chapelle des Pots

Résidence Henriette FAVIER..... Rue Camuzet ..... Saint Jean d'Angély

Résidence de l'Internat ..... 54 rue de l'Alma ..... Saintes

Unité Centrale de Restauration ..... 42 rue de l'Alma ..... Saintes

IFSI - Gymnase IFSI ..... Chemin des Carrières de la Croix ..... Saintes

DARM ..... 116 Crs Paul Doumer ..... Saintes

Quatre (4) logements (1 apt , 3 pavillons) .....

### Unités relevant des Services Pédiopsychiatrie et Psychiatrie Adultes 1

C.A.T.T.P. .... 8 rue Michel Texier ..... St Jean d'Angely

C.A.M.P.E., Hopital de jour ..... 6/8 rue Jelu ..... St Jean d'Angely

C.M.P, Hopital de jour ..... 17Bis rue Camuzet ..... St Jean d'Angely

C.A.P.A.D.O ..... 16 rue Saint Eutrope ..... Saintes

GH Saintes-Saint-Jean-d'Angély Site de Saint Jean d'Angely ..... 18 Av du Port ..... St Jean d'Angely

..... 25 Av du Port ..... St Jean d'Angely

..... 21 Av du Port ..... St Jean d'Angely

Lgt de fonction ..... 81 Fb D'aunis ..... St Jean d'Angely

EHPAD Val de Boutonne ..... 40 Rue Comporté ..... St Jean d'Angely

UCPA ..... Rue Victor Hugo ..... St Jean d'Angely

Matha EPD ..... 2 rue Ste Hérie..... Matha

EHPAD les Couleur du Temps ..... Chemin de la Longée ..... St Savinien

FOYER Logement La SAVINOISE ... Chemin de la Longée ..... St Savinien

### **CH de Royan Atlantique**

20, avenue saint-Sordelin  
17640 VAUX sur MER

### **EPHAD La Coralline :**

24, rue du Monard  
17600 LE GUA

### **CH de Jonzac :**

4 rue Winston Churchill  
17500 JONZAC

### **CH de Boscamnant :**

Les Bruyères  
17360 BOSCAMNANT

### **EPD 2 Monts :**

13 rue du Fiou  
17120 MONTLIEU LA GARDE

### **ITEP de Meschers :**

Rue du château d'eau  
17132 MESCHERS SUR GIRONDE

### **GIP Blanchisserie :**

38 rue de l'Alma 17100 SAINTES